> POINT DE VUE

Pour le changement!

Au mois d'octobre, nous irons aux urnes. La question qui se pose avec toujours plus de force est la suivante: ne faut-il pas d'urgence une autre politique? Certes, le 14 octobre 2018, il s'agit des élections communales. Mais en réalité, les enjeux sont beaucoup plus importants! En effet, les communales seront suivies en 2019 par les élections européennes, nationales et régionales. Les élections d'octobre sont en quelque sorte une « *répétition générale* » pour celles de 2019. Si la droite, le MR et du côté flamand la N-VA et l'Open-VLD sortent renforcés des élections, ils n'hésiteront pas à poursuivre leur politique asociale. Ce résultat les motivera à continuer l'an prochain leur politique de droite au niveau national.

Nul n'ignore que cette politique sert les intérêts des riches et des patrons.

Nul n'ignore que cette politique va à l'encontre des intérêts des classes laborieuses.

Nul ne pourra donc ignorer que les élections communales seront l'occasion de lancer un signal clair: il faut une autre politique!

Un «signal de gauche» le 14 octobre!

Parce qu'il est important que la gauche soit aux commandes dans les villes et les communes. A Anvers par exemple, le bourgmestre N-VA mène une politique de droite, organise la « *guerre contre la drogue* », pratique une politique musclée ... mais jamais, l'insécurité dans la métropole flamande n'a été aussi grande. Aujourd'hui, des bandes criminelles en viennent même à utiliser des grenades dans ce qui évolue peu à peu vers une véritable guerre urbaine.

La politique dramatique menée sur le plan de mobilité à Anvers fait que la circulation dans la ville est littéralement à l'arrêt. Et n'oublions pas que le bourgmestre Bart de Wever s'entend très bien avec Fernand Huts, le CEO de la Katoennatie, qui a fait de la lutte contre la loi Major – loi qui protège les travailleurs portuaires - l'œuvre de sa vie.

Quel contraste avec Gand et Charleroi, deux villes où les socialistes sont aux commandes. Daniel Termont et Paul Magnette livrent la preuve que les socialistes sont capables de faire la différence et de transformer leur ville en un endroit agréable à vivre. Pour tout le monde! Pas uniquement pour les aisés.

Lors des actions de la FGTB contre la politique asociale du gouvernement des droites, Daniel Termont a ordonné aux forces de police de ne pas intervenir contre les piquets de grève, indiquant ainsi son respect des militants syndicaux et sa volonté de respecter leurs droits démocratiques. Quelle différence avec Anvers où la police a arrêté le président régional de la FGTB Bruno Verlaeckt et le militant FGTB Tom Devoght. Bruno a même été condamné par le tribunal correctionnel d'Anvers! La police anversoise, sous la direction du bourgmestre, ne témoigne manifestement d'aucun respect pour les grévistes et les militants en action.

Pour un autre gouvernement fédéral l'an prochain

Le catalogue des horreurs de l'actuel gouvernement fédéral est devenu impressionnant. Ainsi, Michel I a relevé l'âge de la retraite à 67 ans, alors qu'aucun parti de l'actuelle coalition n'avait parlé de cette mesure avant les élections. Cela s'appelle tromper l'électeur!

Le saut d'index: son effet ne se limite pas à une fois, nous en subirons les effets néfastes tout au long de notre carrière. C'est un vol caractérisé commis contre les travailleurs, accompagné de cadeaux distribués aux entreprises. Tout récemment, le gouvernement a pris une mesure accordant à 23.500 entrepreneurs une réduction d'impôt de 50% sur la villa mise gratuitement « *à leur disposition* » par leur société ... les « *pauvres* » en avaient sans doute grand besoin!

Et ne parlons pas du relèvement de la TVA sur l'électricité: une nouvelle ponction décidée par ce gouvernement!

Plus scandaleuses encore sont les attaques lancées contre les allocataires. Les chômeurs perdront bientôt encore plus rapidement leur allocation, alors qu'il y a quatre fois plus de chômeurs que d'emplois disponibles.

Pour moi, les choses sont claires. Il faut changer de gouvernement, il faut un gouvernement avec les socialistes. Un gouvernement qui rectifie les mesures catastrophiques de la coalition actuelle. Un gouvernement qui mène une politique sociale. C'est sur cette politique que nous les jugerons!

Pour une Europe sociale!

Les dockers savent qui a défendu leurs intérêts au Parlement européen lorsque leur statut a été attaqué: « *notre* » Kathleen Van Brempt du sp.a. Les chauffeurs professionnels eux aussi savent que « *notre* » Kathleen est montée au créneau pour combattre le 'Paquet de mobilité', un ramassis de demi-mesures et de mesures néfastes visant à faire travailler plus longtemps nos chauffeurs pour un moindre salaire. Elle s'est battue contre ses mesures ensemble avec les députés PS Marie Arena, Hugues Bayet et Marc Tarabella.

Les travailleurs du transport savent que le secrétaire d'Etat Philippe De Backer de l'Open-VLD a participé au combat contre la loi Major. Nous savons aussi que la N-VA est opposée à l'octroi de davantage de compétences à l'Inspection sociale européenne (la fameuse Autorité européenne du travail), freinant ainsi la lutte contre les pratiques de dumping social. Et tout récemment, une star montante de la NV-A, Valery Van Peel, est partie en guerre contre les syndicats. Parce que les syndicats s'opposent à ce gouvernement, il faut les détruire!

Nous savons donc qui sont nos amis. Nous savons qui nous devons soutenir.

Et nous savons aussi qui sont nos ennemis.

Oui, il faut une autre politique. Ensemble, pour le changement!

Frank Moreels
Président de l'UBT

Taxi Hendrickx, un acteur important dans le secteur du transport de personnes, est actif dans le secteur des bus (et aussi des telbus), dans le transport de malades, etc.
Les chauffeurs de cette entreprise disposent eux aussi des mêmes droits que les autres travailleurs. Pour les informer de leurs droits, l'UBT a organisé la semaine dernière un 'road show'. Dès l'aube ils ont reçu la visite de l'équipe UBT de la Flandre orientale qui les a informés de leurs droits et de leurs obligations, des conventions collectives du secteur,... Conclusion: les chauffeurs ont fortement apprécié la démarche de l'UBT!
Travaillez-vous dans une entreprise privée d'autobus ? Avez-vous des questions ou souhaitez-vous l'aide de l'UBT pour résoudre un problème? Contactez notre propagandiste Steven Steyaert en adressant un e-mail à steven.steyaert@btb-abvv.be – GSM 0468/27.10.73.

L'UBT en deuil

La section maritime de l'Union belge du Transport est en deuil.

Samedi 25 août dernier, le bateau de pêche Z19 - Sonja a chaviré au large de la côte de Great Yarmouth dans les eaux anglaises avant de couler. Trois naufragés ont pu être secourus. Trois heures après l'accident, ils ont été sauvés par le navire de croisière The Pacific Princess. Pour les deux autres membres de l'équipage, les secours sont arrivés trop tard. Une des victimes mortelles, Kurt Slabbinck, était affilié à l'UBT depuis de nombreuses années. Il laisse une femme et une petite fille. Nous adressons nos sincères condoléances aux familles touchées et à leurs proches. Cet accident est un nouveau coup dur après le naufrage l'an dernier d'un autre bateau de pêche dans les eaux anglaises. Personne ne mérite de mourir au travail. Le métier de marin pêcheur est un des métiers les plus dangereux dans le monde.

Le 29 août dernier, Miranda Ulens, secrétaire générale de la FGTB, et Raf Deweerdt, secrétaire fédéral de la FGTB, ont été reçus au siège fédéral de l'UBT. Au programme: une visite du port d'Anvers et plus particulièrement d'un terminal de charge générale et d'un terminal conteneurs. Mais la visite a débuté à l'OCHA, le centre de formation des travailleurs portuaires. Ce centre chargé de la formation des travailleurs portuaires débutants jouit d'une réputation internationale. Le métier de docker est un métier dangereux. Par conséquent, la sécurité au travail est une des principales priorités de l'UBT. Chaque accident du travail est un accident de trop. Marc Loridan et Monique Verbeeck du groupe professionnel des Ports ont joué les guides pour la délégation de la FGTB qui s'est dite très impressionnée. Les deux dirigeants de la FGTB ont aussi discuté avec bon nombre de dockers et entendu à nouveau tous les arguments plaidant en faveur du maintien du statut des travailleurs portuaires. Si l'on veut garantir la sécurité au travail dans les ports, on doit pouvoir disposer de dockers dûment formés, jouissant d'un statut décent.